

Brett, E.A. *The World Economy since the War : The Politics of Uneven Deelopment*. London, MacMillan, 1985, 328 p.

Guy Martin

Volume 18, numéro 4, 1987

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702265ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702265ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Martin, G. (1987). Compte rendu de [Brett, E.A. *The World Economy since the War : The Politics of Uneven Deelopment*. London, MacMillan, 1985, 328 p.] *Études internationales*, 18(4), 867–869. <https://doi.org/10.7202/702265ar>

comme l'effet multiplicateur des problèmes économiques et sociaux de ce continent tels que la crise de l'État, la dynamique entre le secteur urbain et rural. On aurait apprécié que l'appel lancé à l'Europe pour contribuer au refinancement de la dette latino-américaine soit plus élaboré, plus explicite car il s'agit là d'une suggestion qui semble mieux convenir aux attentes créées par le titre de ce volume. Ce dernier demeure cependant un recueil intéressant d'idées pas toujours nouvelles mais qui, reprises ensemble, offrent une perspective susceptible de stimuler la réflexion.

Elisabeth BAROT

Groupe d'Études Interaméricaines
Université d'Ottawa

BRETT, E.A. *The World Economy since the War: The Politics of Uneven Development*. London, MacMillan, 1986, 328 p.

Auteur de deux ouvrages remarquables, l'un sur le colonialisme en Afrique de l'Est (*Colonialism & Underdevelopment in East Africa*, Heinemann, 1973), l'autre sur la crise financière internationale (*International Money & Capitalist Crisis*, Heinemann, 1983), E.A. Brett, Chargé de cours à l'Université du Sussex, nous offre ici une oeuvre beaucoup plus vaste et ambitieuse que les précédentes. En près de trois cents pages denses et fouillées, il s'agit de rien moins que de « fournir un cadre d'analyse de la crise économique et politique contemporaine accessible aux lecteurs non spécialistes » (p. 4). Le propos de l'auteur est aussi bien historique et didactique, voire politique, que théorique et méthodologique. Se situant dans le droit fil de la tradition marxiste d'économie politique (quoique se défendant de dépendre de tout « fondamentalisme marxiste » : p. ix), E.A. Brett prétend offrir un cadre d'analyse compréhensif donnant une explication globale de la crise. Pour lui, la profonde crise (économique, politique et sociale) structurelle qui affecte le système international depuis la Deuxième Guerre mondiale est le résultat d'une contradiction fondamentale qui

est apparue entre la nécessité d'un développement égal et équitable des forces productives dans l'économie mondiale et la tendance au développement inégal inhérente au processus capitaliste de développement international actuellement dominant. En outre, selon l'auteur, l'économie mondiale contemporaine est caractérisée par une étroite interdépendance aboutissant à une instabilité accrue, due aux inégalités de développement existantes aussi bien entre États qu'entre classes sociales, à l'intérieur des États. Pour E.A. Brett, l'autonomie politique et économique d'États-nations prétendument indépendants et souverains est sérieusement battue en brèche par des institutions internationales ou transnationales soit-disant non politiques (mais en réalité omnipotentes) telles que le Fonds Monétaire International (FMI) ou les Sociétés multinationales (SMN). Le problème fondamental, selon E.A. Brett, est de concevoir et de mettre en place une structure institutionnelle — agence multinationale ou gouvernement mondial — capable d'opérer une redistribution des ressources des pays en surplus vers les pays en déficit suffisante pour atténuer, voire éliminer, les tendances naturelles à l'inégalité et à l'instabilité du système international. Il s'agirait, ni plus ni moins, de remplacer l'« internationalisme capitaliste » par un « internationalisme socialiste » visant à créer les bases d'une distribution des ressources planifiée et d'un processus de développement égal, équitable, dynamique et équilibré » (p. 267) sur la base d'une alliance entre le mouvement socialiste occidental et les forces progressistes du Tiers-Monde (pp. 271-272).

Présenter un tableau synoptique de l'économie mondiale depuis 1945 en moins de trois cents pages est une gageure que E.A. Brett a, pour l'essentiel, su tenir. Dans cet ouvrage dense, clair, solidement documenté et soigneusement argumenté, il analyse l'évolution du système économique international de Bretton Woods à la crise financière de 1984, en passant par le Plan Marshall et le système des changes flottants instauré en août 1971. L'auteur dévoile les compromis politiques qui présidèrent à l'instauration du nouvel ordre économique international d'après-guerre, révèle les mécanismes fondamentaux et le rôle déter-

minant des SMN, explique les raisons profondes de l'incapacité des États-Unis à continuer à assumer un rôle de leader dans l'économie mondiale, et analyse les causes essentielles du déclin de la puissance économique et politique britannique dans le monde. Sur la base de ce tableau exhaustif, E.A. Brett montre comment les politiques de financement du développement imposées aux pays en voie de développement (PVD) aussi bien par les principaux pays donateurs occidentaux que par les principales agences d'aide multilatérale (FMI, Banque mondiale) et par le système bancaire privé international ont engendré des désordres monétaires et financiers chroniques, et ont finalement abouti à accroître les inégalités de développement tant entre pays développés et PVD qu'entre PVD eux-mêmes (phénomène des « Nouveaux Pays Industrialisés »).

Une entreprise aussi ambitieuse devait inévitablement se heurter à un certain nombre de difficultés. En premier lieu, il convient d'observer que les analyses de E.A. Brett relatives à la nature et à la structure inégalitaire du système politique et économique international ne sont ni nouvelles, ni particulièrement originales. On sait, depuis Hans Morgenthau, que le concept de puissance est à la base des relations économiques et politiques internationales. En outre, dès le début du siècle, Lénine et Rosa Luxembourg (d'ailleurs souvent cités par l'auteur) avaient clairement démontré les tendances au développement inégal inhérentes au système capitaliste mondial (SCM). Le maintien et le renforcement de ces tendances dans le SCM contemporain ont été, depuis une trentaine d'années, abondamment documentés par de nombreux auteurs néo-marxistes, notamment S. Amin, P. Baran, A.G. Frank, P. Jalée, H. Magdoff, P. Sweezy et I. Wallerstein, tous superbement ignorés par E.A. Brett. On ne peut pas dire non plus que les développements de l'auteur sur les SMN ou sur le rôle des États-Unis et de la Grande-Bretagne dans le SCM d'après-guerre apportent des éclairages fondamentalement novateurs par rapport à la littérature existante sur le sujet. Au passage, E.A. Brett dénigre le programme économique mis en place par le Gouvernement Thatcher en Grande-Bretagne à

partir de 1979, le qualifiant de « catalogue d'imbecillités » (p. 169).

Mais c'est en fin de compte aux plans théorique et méthodologique que cet ouvrage, par ailleurs fort intéressant, est le plus contestable. C'est ainsi que l'auteur tombe dans un évolutionnisme unilinéaire primaire lorsqu'il pose comme préalable au développement dans les PVD « l'existence d'une tradition sociale et démocratique de type occidental, base d'une structure administrative fondée sur le principe de la responsabilité démocratique » (p. 190). Cette analyse est d'ailleurs conforme au rôle secondaire assigné aux mouvements progressistes du Tiers-Monde dans le processus d'instauration d'un « internationalisme socialiste » dont l'initiative reviendrait de (quel?) droit au mouvement socialiste occidental. Plus fondamentalement, l'auteur n'explicite à aucun moment ses présupposés théoriques et idéologiques, qui demeurent flous et contradictoires. À partir d'une critique radicale de la théorie libérale et néoclassique, l'auteur préconise en fin de compte l'adoption, tant au niveau national qu'international, de politiques socio-démocrates inspirées d'une keynésiano-structuralisme fondamentalement réformiste. Dès lors, il paraît difficile d'imaginer comment E.A. Brett pourrait concilier ses exigences de changements structurels fondamentaux visant à établir justice, équité et équilibre dans les relations économiques internationales avec un modèle réformiste « visant non pas tant à détruire le mécanisme international du marché qu'à le soumettre à un contrôle social effectif » (p. 257). Il y a là une contradiction majeure qui reste, de même que le point de savoir par quoi sera remplacé le mécanisme du marché lorsqu'il aura perdu son rôle central dans l'économie internationale (p. 259), provisoirement sans réponse. En définitive, ce genre de prescriptions, ainsi que celle appelant à la création d'une sorte de « gouvernement mondial » (p. 170), se situe au niveau de la plus pure utopie et n'a guère d'utilité pour les décideurs politiques en quête de solutions concrètes à des problèmes immédiats.

En dépit de ces défauts non négligeables, *The World Economy since the War* demeure,

tant par l'étendue du champ qu'il embrasse que par la qualité d'informations présentées et les intuitions théoriques et méthodologiques qu'il révèle, d'une lecture fort utile, sinon indispensable, à tous les étudiants, enseignants et chercheurs, ainsi qu'aux lecteurs non spécialistes désireux de mieux appréhender les mécanismes complexes sous-jacents à la crise économique mondiale contemporaine.

Guy MARTIN

*Programme de formation diplomatique
Université de Nairobi, Kenya.*

EVANS, Peter, RUESCHEMEYER, Dietrich, et STEPHENS, Evelyne Huber (eds.), *States Versus Markets in the World-System*. Beverly Hills (CA), Sage Publications Inc., Coll. « Political Economy of the World-System Annuals », Volume 8, 1985, 295 p.

Ce livre, qui regroupe les textes présentés en 1984 à un colloque sur l'économie politique du système mondial, se penche sur les rapports entre les États et les marchés dans le système international. Au départ, le point de vue qui rassemble les différents auteurs est exprimé succinctement par les directeurs de la publication. Pour eux, il importe de reconnaître l'autonomie relative de l'État ainsi que la multiplicité des logiques marchandes. Il n'est en effet pas possible de réduire la logique étatique à celle de l'accumulation, et l'accumulation capitaliste elle-même doit être perçue comme un phénomène multiforme, fragmenté plus que global; d'où la forme plurielle utilisée pour parler du marché. Présentée ainsi en introduction, l'approche des auteurs apparaît plus négative que positive, rejetant les simplifications abusives mais n'offrant rien de très spécifique. L'impression change cependant à la lecture des textes des contributeurs, pour la plupart intéressants et innovateurs.

La première partie du livre traite des relations entre les États du tiers monde et le marché mondial. Le cas de la Jamaïque d'abord, étudié par Evelyne Huber Stephens et

John Stephens, montre qu'il demeure possible, pour un petit pays exportateur de matières premières — dans ce cas la bauxite — d'augmenter le contrôle de l'État sur la production et d'obtenir une meilleure part des bénéfices sans avoir à nationaliser l'industrie, une mesure coûteuse et risquée politiquement. En partie, de tels résultats reposent sur la force politique du gouvernement et sur la possibilité de recourir à de l'expertise locale. Mais il ne faut pas non plus sous-estimer les contraintes auxquelles les multinationales font face, elles qui souvent dépendent de la production locale, ont d'importants investissements qu'il serait difficile de transférer ailleurs, et font face à des pressions similaires dans la plupart des pays hôtes. David Becker, qui se penche sur l'industrie du cuivre au Pérou, franchit un pas de plus, pour conclure que les multinationales minières et le pays hôte peuvent même en arriver, après que l'État ait imposé ses prérogatives, à avoir des relations harmonieuses. Pour lui, ce ne sont pas des pays ou des États que les multinationales exploitent, mais des travailleurs. C'est d'ailleurs également ce qui ressort du chapitre suivant, sur l'industrie cotonnière dans le Nicaragua de Somoza. Jeffrey Paige y montre en effet comment le développement de cette industrie locale, qui reposait sur l'exploitation intensive de la paysannerie, a graduellement divisé la bourgeoisie nationale. Une classe dirigeante fragmentée et une paysannerie urbanisée mais trop réprimée pour obtenir des réformes pouvaient ainsi la voie pour la révolution de 1979.

De ces études sur le tiers monde, le livre passe en seconde partie aux relations internationales et à la logique de l'impérialisme. Philip McMichael revient d'abord sur les interprétations habituelles et suggère que la fin de l'Empire britannique relève moins du déclin relatif ou absolu de la Grande-Bretagne que de son incapacité à préserver le système international qu'elle avait construit, face à la montée du mercantilisme chez ses concurrents. Si McMichael a raison, les changements en cours auraient moins à voir avec le possible déclin des États-Unis qu'avec la transformation du système international lui-même. Pour sa part, Michael Doyle regarde du côté de la périphérie et conclut que la construction de